



Canadian Association of University Teachers
Association canadienne des professeures et professeurs d'université

Le 21 septembre 2020

PAR COURRIEL : pm@pm.gc.ca

Le très honorable Justin Trudeau, C.P., député
Premier Ministre du Canada
Bureau du Premier Ministre et du Conseil privé
80, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0A2

OBJET : Le rôle essentiel de la recherche et de l'éducation postsecondaire pour l'avenir et la reprise du Canada après la pandémie

Monsieur le Premier Ministre,

Au nom des 72 000 membres du personnel académique qui travaillent dans les collèges et universités de ce pays, l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université (ACPPU) vous écrit afin de vous exhorter, ainsi que votre gouvernement, à profiter de la prochaine session parlementaire pour renforcer le leadership fédéral et œuvrer afin de donner à l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens une éducation postsecondaire accessible et d'excellente qualité.

Les collèges et universités jouent un rôle essentiel pour rendre le Canada fort, stable et résilient en cultivant le savoir, l'innovation et le talent dont le pays a besoin pour résoudre ses problèmes actuels et futurs. Cependant, l'éducation postsecondaire est soumise à des tensions considérables qui affectent les emplois dans le secteur et en dehors, la diversité des programmes d'enseignement et l'accessibilité des possibilités.

Un plan national de reprise après la pandémie doit inclure des investissements stratégiques qui se concentrent sur le renforcement des services publics, dont l'éducation postsecondaire. En attendant le budget 2021, l'ACPPU vous écrit, ainsi qu'à votre Cabinet, afin de vous faire part de la nécessité urgente de rendre l'éducation postsecondaire plus abordable financièrement et plus durable dans le cadre de ce plan de reprise. Ci-après figurent nos recommandations.

Élaborer avec les provinces et les territoires une stratégie nationale qui prévoit un financement fédéral stable et adéquat afin de soutenir une éducation postsecondaire de qualité.

Cette pandémie a démontré l'absence de durabilité de l'approche morcelée actuellement adoptée dans les politiques en matière d'éducation postsecondaire, à tous les paliers. Il faut un partenaire fédéral plus fort. Le dernier supplément fédéral pour les coûts fixes à l'appui de l'éducation postsecondaire date de 2007, et c'était par l'intermédiaire du Transfert canadien en matière de programmes sociaux. Parallèlement, les frais de scolarité ont augmenté de plus de 40 % et les inscriptions de 20 %. Les gouvernements provinciaux adoptent des approches divergentes, et certains n'ont pas la même marge de manœuvre fiscale que le gouvernement fédéral.

L'ACPPU pense qu'il est essentiel d'élaborer, en collaboration avec les provinces et les territoires, un plan national pour l'éducation postsecondaire qui prévoit un financement prévisible et durable grâce à un transfert dédié à l'éducation accompagné de mécanismes de reddition de comptes afin que les collèges et universités puissent rendre l'éducation plus abordable pour tous, améliorer l'accès aux études pour les personnes qui en ont besoin et résoudre les problèmes de l'emploi précaire.

Accélérer la recherche grâce à de meilleurs investissements dans les programmes de subvention des trois Conseils et augmenter les bourses d'études pour les étudiants diplômés.

La crise de santé publique a mis en évidence l'utilité d'avoir une solide capacité en matière de recherche pour trouver des solutions. La pandémie a aussi mis un point d'arrêt à des recherches on ne peut plus nécessaires dans toutes les disciplines. Votre gouvernement a beaucoup œuvré pour renforcer la recherche au Canada, mais il reste encore à faire.

L'ACPPU appelle instamment votre gouvernement à appliquer la recommandation du Conseil consultatif pour l'examen du soutien fédéral à la science fondamentale. Les investissements actuels sont inférieurs de 40 à 50 % à ce que celui-ci a recommandé pour permettre au Canada de rester concurrentiel sur la scène mondiale. Comblé ce manque de financement permettra d'améliorer la durabilité de la capacité du Canada en matière de recherche et d'innovation et de veiller à ce que les Canadiennes et les Canadiens ne soient pas laissés à la traîne dans un monde en pleine adaptation – socialement et économiquement. De plus, le gouvernement doit augmenter les bourses pour les étudiants diplômés afin d'atteindre les niveaux recommandés dans l'Examen du soutien fédéral aux sciences pour mieux épauler les chercheurs en début de carrière et améliorer la diversité de notre corps de chercheurs et de chercheuses.

Donner des possibilités aux jeunes et aux chômeurs canadiens en passant à un modèle de frais de scolarité gratuits pour les membres des classes moyennes et modestes dans les collèges et universités publics.

En cette période où le chômage est élevé, la formation et le recyclage professionnel pourraient aider plus de Canadiennes et de Canadiens que jamais. Hélas, les incidences de la pandémie ont dressé d'importants obstacles financiers pour les étudiants actuels et potentiels.

L'ACPPU recommande de rationaliser le mélange complexe de programmes fédéraux actuels pour l'éducation postsecondaire et de concentrer les dépenses sur la suppression des coûts directs pour les étudiantes et les étudiants. Cette démarche inclurait la redéfinition de l'Allocation canadienne pour la formation en vue de permettre aux Canadiennes et Canadiens qui souhaitent améliorer leurs compétences et leurs connaissances d'avoir véritablement accès à des possibilités en la matière, et la réorientation des 900 M\$ de financement fédéral inutilisé pour feu le programme de Bourse canadienne pour le bénévolat étudiant vers un mécanisme de soutien direct aux étudiants.

Nous nous trouvons à un moment charnière pour définir la voie vers l'avenir – celle qui met fin à la crise sanitaire, qui développe notre économie chancelante et qui résout des problèmes de longue date, notamment en ce qui concerne le climat et les inégalités. Le secteur de l'éducation postsecondaire est un partenaire essentiel, et nous vous appelons instamment à apporter toutes les améliorations nécessaires au cours de la prochaine session parlementaire.

Nous serions heureux de discuter avec vous des incidences de la pandémie sur l'enseignement, l'apprentissage et la recherche dans l'éducation postsecondaire et des solutions stratégiques qui, selon nous, aideront le Canada à survivre à la crise et à en sortir plus fort.

Le 21 septembre 2020

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre haute considération.



Brenda Austin-Smith
Présidente



David Robinson
Directeur général